

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

ÉFAI – 000338 – AMR 51/089/00

Action complémentaire sur l'AU 139/00 (AMR 51/083/00 du 26 mai 2000)

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

PEINE DE MORT

ÉTATS-UNIS (TEXAS)

Robert Earl Carter, noir, 34 ans (exécuté le 31 mai)
Ricky McGinn, blanc, 43 ans (exécution prévue pour le 1^{er} juin, bénéficiaire d'un sursis)
Thomas Mason, blanc, 48 ans (exécution prévue pour le 12 juin)
John Burks, noir, 44 ans (exécution prévue pour le 14 juin)
Paul Nuncio, hispano-américain, 31 ans (exécution prévue pour le 15 juin)
Shaka Sankofa, anciennement connu sous le nom de Gary Graham, noir, 38 ans (exécution prévue pour le 22 juin)
Jessy San Miguel, hispano-américain, 28 ans (exécution prévue pour le 29 juin)
Caruthers Alexander, noir, 51 ans (exécution prévue pour le 12 juillet)
Orien Cecil Joiner, blanc, 50 ans (exécution prévue pour le 12 juillet)
Oliver Cruz, hispano-américain, 33 ans (exécution prévue pour le 19 juillet)
Juan Soria, hispano-américain, 33 ans (exécution prévue pour le 26 juillet)
Brian Roberson, noir, 36 ans (exécution prévue pour le 9 août)
John Satterwhite, noir, 53 ans (exécution prévue pour le 16 août)
Richard Wayne Jones, blanc, 40 ans (exécution prévue pour le 22 août)
David Earl Gibbs, blanc, 39 ans (exécution prévue pour le 23 août)
Jeffery Caldwell, noir, 37 ans (exécution prévue pour le 30 août)

Londres, le 2 juin 2000

Robert Carter, ancien gardien de prison, a été exécuté au Texas le 31 mai. Il avait été condamné à mort après avoir été reconnu coupable de six meurtres commis en août 1992, celui de son fils âgé de quatre ans, Jason Davis, et ceux de cinq autres personnes : Bobbie Davis, quarante-cinq ans, Nicole Davis, seize ans, Denitra Davis, neuf ans, Brittany Davis, six ans, et Lea 'Erin Davis, cinq ans.

Dans son ultime déclaration, Robert Carter a affirmé qu'il avait agi seul lorsqu'il avait commis ces homicides, et que son coaccusé Anthony Graves était innocent, confirmant les propos qu'il avait précédemment tenus en mai. Il avait alors indiqué avoir menti lors du procès d'Anthony Graves sous la pression des autorités, qui avaient apparemment menacé de poursuivre sa femme en justice s'il ne désignait pas nommément un complice. Anthony Graves est toujours incarcéré dans le couloir de la mort.

La mort de Robert Carter porte à 19 le nombre de prisonniers exécutés au Texas depuis le début de l'année, sur un total de 41 personnes ayant subi le même sort sur l'ensemble du territoire américain. Le Texas a ôté la vie à 218 des 639 condamnés à mort tués aux États-Unis depuis que les exécutions judiciaires ont repris dans ce pays en 1977.

Le 1^{er} juin, vingt minutes avant l'heure à laquelle il devait être exécuté, Ricky McGinn s'est vu accorder un sursis de trente jours afin que de nouveaux tests d'ADN puissent être effectués. C'est la première fois que George W. Bush consent à une telle mesure de clémence depuis qu'il est entré en fonctions au poste de gouverneur du Texas en janvier 1995 ; au cours de cette même période, quelque 130 exécutions ont eu lieu dans cet État. George W. Bush se trouvant en Californie, où il menait campagne en vue d'être élu à la présidence des États-Unis, cette décision a été formellement prise par le suppléant du gouverneur, le sénateur Rodney Ellis, après que George W. Bush lui eut conseillé de le faire.

Ricky McGinn a été condamné à mort pour le viol et le meurtre de sa belle-fille de douze ans, Stephanie Flanary, tuée en 1993. Les tests d'ADN réalisés à l'époque étaient incomplets, mais les progrès technologiques accomplis depuis lors permettent d'effectuer des examens plus approfondis, qui, affirme Ricky McGinn, devraient permettre de l'innocenter. Les avocats de la défense ont fait part de leur irritation quant au fait que ce sursis n'avait été accordé à leur client que vingt minutes avant le moment fatidique. Ricky McGinn avait déjà été conduit dans la cellule voisine de la chambre d'exécution et s'était vu servir ce qui devait être son « *dernier repas* ».

Le 26 mai, dans le cadre de la campagne présidentielle, le gouverneur George W. Bush s'est déclaré favorable aux tests d'ADN dans la mesure où ils « *contribuent à élucider une affaire, ou à dissiper des doutes ou des inquiétudes* ». Le 30 mai, la cour d'appel pénale du Texas a rejeté la requête déposée par Ricky McGinn demandant que soient effectués des tests d'ADN, alors même qu'un juge d'une juridiction inférieure avait recommandé qu'il soit fait droit à ce recours. Le 31 mai, les 18 membres du Comité des grâces et des libérations conditionnelles du Texas se sont prononcés à l'unanimité contre la commutation de la sentence capitale de Ricky McGinn, et ont rejeté sa demande d'un sursis de trente jours par onze voix contre sept – un résultat exceptionnellement équilibré. Le 31 mai, tandis qu'il menait campagne au Nouveau-Mexique, le gouverneur George W. Bush a déclaré à des journalistes qu'il était « *plus que probable* » qu'il accorderait un sursis de trente jours à Ricky McGinn afin que les tests d'ADN puissent avoir lieu, si aucune mesure en ce sens n'était à attendre de la part des tribunaux. Ce sursis s'est concrétisé après que la cour fédérale d'appel du cinquième circuit et la Cour suprême des États-Unis eurent rejeté le recours de Ricky McGinn.

George W. Bush s'étant porté candidat à la présidence américaine et ayant affirmé de manière répétée que toutes les personnes exécutées depuis qu'il exerce les fonctions de gouverneur étaient coupables des crimes pour lesquels elles avaient été condamnées à mort, l'application de la peine capitale au Texas suscite un intérêt croissant. Ainsi, le 14 mai, le *New York Times* a publié un article exposant en détail le cas de cinq prisonniers texans exécutés depuis 1997 alors que subsistaient de sérieux doutes quant à leur culpabilité : James Beathard, Troy Farris, David Castillo, David Spence et Odell Barnes. À la suite du sursis accordé à Ricky McGinn, l'avocat de Jerry Lee Hogue, détenu texan qui avait été exécuté le 11 mars 1998, a fait observer que le gouverneur George W. Bush avait rejeté une requête similaire de son client, qui avait également demandé que son exécution soit repoussée afin que puissent être effectués des tests d'ADN : « *Nous avons vraiment imploré le gouverneur de nous accorder ce même sursis de trente jours qu'il accorde aujourd'hui à M. McGinn. Si Jerry avait eu la chance d'attendre deux ans de plus jusqu'à ce que le gouverneur se présente comme candidat à la présidence, son cas aurait peut-être été examiné avec plus d'attention.* »

La crainte que des innocents ne soient exécutés demeure vive dans tout le pays depuis que le gouverneur de l'Illinois, George Ryan, a annoncé le 31 janvier 2000 la suspension de toutes les exécutions en raison du nombre « *honteux* » d'erreurs judiciaires commises dans cet État dans des affaires de crimes passibles de la peine capitale. Le 11 mai, le *Chicago Tribune* a rapporté des propos tenus par George Ryan, indiquant qu'il estimait fort peu probable qu'une « *nouvelle exécution ait lieu un jour* » en Illinois tant qu'il y serait gouverneur, et qu'il envisagerait d'apporter son soutien à l'abolition de la peine capitale dans son État si une recommandation en ce sens lui était adressée par un groupe d'experts qu'il a spécifiquement chargés d'examiner le système d'application de la peine de mort en Illinois.

Toujours selon le *Chicago Tribune*, le gouverneur George Ryan, qui dirige la campagne présidentielle en faveur de George W. Bush dans l'Illinois, a indiqué qu'il avait abordé la question de la peine de mort avec son homologue texan, avant de préciser : « *Mais George m'a dit qu'il était confiant dans le système en place au Texas et qu'il fonctionnait bien. Cela étant, je pensais aussi que notre système marchait. Mais je n'ai jamais passé beaucoup de temps à l'examiner. Peut-être que [des étudiants ou des journalistes] peuvent découvrir une affaire qui l'amènera à s'interroger sur ce qu'il est en train de faire.* » George Ryan fait ici référence à des affaires telles que celle d'Anthony Porter ; cet homme avait bénéficié d'un sursis quarante-huit heures seulement avant la date arrêtée pour son exécution en 1998 en Illinois, après avoir passé seize ans dans le couloir de la mort, puis il avait été finalement libéré en 1999, après que des étudiants ayant enquêté sur son cas eurent identifié le véritable auteur du meurtre pour lequel il avait été condamné à mort.

Le gouverneur George W. Bush ne peut commuer une sentence capitale que si le Comité des grâces et des libérations conditionnelles du Texas – dont il nomme les membres – lui adresse une recommandation en ce sens. Toutefois, ainsi que l'a récemment souligné un ancien *Attorney General* (responsable du système judiciaire de l'État) du Texas : « *Il ne fait aucun doute que si le gouverneur dit au comité ce qu'il veut, [ses membres] le font.* » En tout état de cause, le gouverneur George W. Bush peut accorder à tout condamné à mort un sursis de trente jours, puis demander au Comité de réexaminer son cas.

Veillez continuer à envoyer des appels (en anglais ou dans votre propre langue), en exploitant à votre convenance les informations qui précèdent. En utilisant VOS PROPRES MOTS, protestez contre le fait que les autorités du Texas appliquent sans relâche la peine capitale, et appelez le gouverneur ainsi que le Comité des grâces et des libérations conditionnelles de cet État à user de leurs prérogatives pour mettre un terme définitif aux exécutions au Texas. Vous pouvez citer dans vos appels certains ou la totalité des condamnés à mort nommés au début de cette Action urgente.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.
La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - EFAI -*